



En réaction à l'article du journal « Le Soir » du 19 février 2014 « Notre système de santé est menacé de mort », suite à la parution du livre « Le prix de notre santé » de Mr Lieven Annemans

Continuer à renforcer les soins de santé primaire pour sauver notre système de santé.

Les tendances lourdes en dépenses de santé sont connues et les croissances linéaires vont dans le mur. On pourrait dire que tout cela n'est pas très nouveau. D'éminents économistes de la santé et professeurs de santé publique tirent la sonnette depuis longtemps[1,2]. La ministre Onkelinx a bien raison de dire que des mesures sont prises par son cabinet et l'INAMI. Ces mesures vont dans le bon sens. Malheureusement, nous ne voyons toujours pas un plan global à long terme qui réformerait le système en profondeur au bénéfice des patients. Les comparaisons internationales montrent que le système belge exige une participation personnelle des patients excessive. Nous dépassons l'ensemble de nos voisins (19% chez nous comparé à 6% aux Pays-Bas, 7% en France, 11% au Royaume-Uni et 13% en Allemagne[3]). Il n'est donc pas étrange qu'un Wallon sur cinq renonce à certains soins, comme le souligne la mutualité socialiste dans le journal *Le Soir*.

Qu'est-ce qui ne va pas dans le royaume de Belgique?

Il y a un truc qui coince, c'est le virage ambulatoire. Il faut pour cela, comme le suggérait Jean Hermesse de la Mutualité chrétienne, fermer un grand nombre de lits d'hôpitaux (il parlait de 10.000, pourquoi pas?) et transférer une part substantielle des montants économisés vers la première ligne de soins : médecins généralistes, infirmières à domicile, aide soignantes, kiné à domicile, etc. Prendre ce tournant demande du courage et de la suite dans les idées.

Plus fort que le Rubik's cube

Mais, il va falloir une imagination débordante à nos dirigeants pour transférer les moyens des hôpitaux (fédéral) vers les structures de première ligne (régional) ; et ce n'est pas la nouvelle réforme institutionnelle qui nous y aidera. Avec ce supplément d'âme que les quotas de médecine générale ne sont pas remplis depuis des lustres, (on parle d'un déficit de 350 MG en Flandre et de 100 MG en fédération Wallonie Bruxelles); La conséquence étant que la force de travail nécessaire pour accueillir ces nouvelles tâches n'est probablement pas à pied d'œuvre. Si nous pouvons rejoindre Lieven Annemans, c'est bien sur cette difficulté structurelle, très belge.

Dr Pierre Drielsma
Permanent politique - Fédération des maisons médicales

Reference List

1. Majnoni D'intignano B., Ulmann P.: *Santé et économie en Europe*, 3 edn. Paris: PUF; 2006.
2. Beresniak A., Duru G: *Economie de la santé*, 6e edn. Paris: Masson; Elsevier.; 2008.
3. OCDE. PARTICIPATION FINANCIERE DES PATIENTS EN EUROPE. 2009. OCDE.

